

## Rapport 10.056 Budget de l'Etat pour l'exercice 2011

Pour le groupe UDC, ce budget 2011 est toujours aussi catastrophique, malgré les belles promesses de restructuration de la part du Conseil d'Etat. Nous tenons à rappeler que le Grand Conseil s'est engagé pour un crédit de 16 mio pour redresser les finances de notre canton et, en dépit de l'engagement début 2010 d'un consultant, aucune proposition concrète d'économies n'a été présentée pour ce budget 2011.

Au contraire, les dépenses de notre canton continuent à augmenter au même titre que ses dettes. Nous vivons toujours avec la carte de crédit de nos enfants. Les dépenses salariales et de charges sociales continuent d'exploser : +12 mio malgré que l'inflation est nulle. Ce budget enregistre un accroissement important et inquiétant des charges de fonctionnement. Cela est totalement inacceptable.

Car la réalité est la suivante : notre canton est confronté aux exigences sans cesse nouvelles de la gauche plurielle d'accroître massivement les dépenses, *selon ses différents amendements (refusés par la droite) : subventions à tourisme neuchâtelois +500'000.00 ; au service des affaires culturelles +310'000.00 ; au musée d'archéologie (exposition temporaire) +100'000.00.* Par contre, les mesures d'économies proposées par les commissaires UDC sont systématiquement refusées (privatisation partielle du service forestier, plafonnement de la subvention au budget 2010 d'hôpital neuchâtelois - le Député Courvoisier reviendra sur la santé -, suppression du service des sports etc.). Au niveau du personnel de l'Etat, y a-t-il réellement une volonté de diminuer la voilure ? Si oui, l'on devrait voir les effets d'une restructuration en profondeur qui se marque non seulement par des fusions de services mais aussi et surtout par une baisse significative du nombre d'EPT, seul baromètre efficace d'une amélioration structurelle à court, moyen et long termes. La transparence à ce niveau laisse à désirer ; nous y reviendrons plus en détail dans la suite des débats. En revanche, certaines charges sont totalement sous-évaluées ou passent dans les investissements pour de l'entretien courant. Le montant alloué dans les charges d'entretien de nos routes cantonales, par exemple, n'est que de 1 mio, alors qu'en réalité le coût de l'entretien de ces infrastructures devrait se situer aux alentours de 10 à 12 mio par année. L'amendement UDC afin d'augmenter la somme destinée à l'entretien de nos routes fut bien sûr refusé. Dans ce même esprit, la diminution exagérée des frais de chauffage, eau et électricité du Lycée Blaise-Cendrars est totalement aberrant ; il est absurde d'appliquer un ratio par élève pour les frais de chauffage mais par contre cela correspond bien à ce budget fantaisiste.

Autre problème : le budget 2011 a été embelli par le résultat d'opérations extraordinaires obtenues grâce à l'agio de la BCN (+25 mio) et à la dissolution de la réserve d'investissement (+12 mio).

En clair, nos charges de fonctionnement continuent de grimper (+ 62 mio par rapport au budget 2010) malgré - comme déjà évoqué - les belles promesses du CE et de son délégué pour redresser les finances et réformer notre Etat. La charge annuelle par habitant passe de 11'000 francs au budget 2010 à 11'390 francs au budget 2011. Pour comparaison, la dépense annuelle du canton de Soleure dont la structure économique est semblable à la nôtre équivaut à 6'500 francs par habitant; cherchez l'erreur...

Mais il y a pire : ce budget est mis à mal par l'aboutissement probable du référendum contre la réforme fiscale des entreprises. Dans ce budget nous avons une augmentation significative des recettes des personnes morales (+ 64 mio) dont 32 mio directement liés à la réforme de la fiscalité des personnes morales. Je tiens à rappeler que les entreprises ont besoin de visibilité et de fiabilité du point de vue fiscal et administratif. Les incertitudes telles que ce référendum constituent des freins au développement de projets d'envergure et par là même une répercussion sur les bénéfices imposables.

Il ne me reste qu'à répéter ce que j'ai déjà dit en début d'année lors de la discussion du projet de réforme de l'Etat, à savoir qu'une fois le mal diagnostiqué, on a de la difficulté à prendre les mesures thérapeutiques nécessaires ; nous pouvons hélas le constater une fois encore avec ce budget. Sans doute parce que toute proposition de changement, à plus forte raison quand elle touche à son intérêt personnel ou à son travail, suscite des vocations de freinage. « Bien sûr, on ne peut pas continuer comme cela et il faut agir. Mais les autres d'abord ! » Evidemment les choses ne sont pas dites en ces termes, mais c'est bien de cela qu'il s'agit : le repli dans la défense, bec et ongles, des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

La gauche et ses alliés parlent volontiers de justice et de solidarité. Mais cette solidarité signifie toujours que c'est l'autre qui doit payer (soit les travailleuses et travailleurs du secteur privé, les entreprises) afin de préserver au maximum les acquis de certains camarades du secteur public. Je tiens tout de même à signaler qu'un bon nombre de fonctionnaires ne tiennent pas ce genre de discours. En fait, avec leurs balivernes sur la solidarité, ceux de la gauche en veulent tout simplement à l'argent de ceux qui travaillent et qui assument leurs responsabilités. La gauche ne veut qu'une chose : de l'argent, de l'argent et toujours de l'argent pour renflouer ce navire qui prend l'eau de toutes parts. Elle puise sans vergogne dans le porte-monnaie des classes moyenne et supérieure ainsi que dans les caisses des entreprises. Chaque proposition de la gauche vise

donc à déposséder les gens de leurs avoirs et les entreprises de leur substance d'investissement – de cet argent qu'ils ont durement gagné.

Pour la Xième fois je tiens à rappeler que sans argent nous ne pouvons pas aider les plus démunis et nous ne pouvons plus renouveler nos infrastructures, ce qui est malheureusement déjà le cas actuellement. Notre canton au niveau de la Suisse est dans la même position que la Grèce au niveau Européen. La Grèce ainsi que d'autres pays de l'Union ont dû prendre des mesures draconiennes pour endiguer cette spirale infernale du surendettement. A un moment donné, la gauche et ses alliés devront prendre leurs responsabilités face à la population de notre canton.

Enfin pour terminer, un trait d'humour dans ce marasme :

***Les derniers irréductibles !!!***

***Décembre 2010 après Jésus-Christ. Tous les cantons Suisses se sont réformés ou se réforment. Tous ?***

***Non dans un petit canton situé au Nord-Ouest de la Suisse, une poignée de fonctionnaires et de privilégiés des régimes spéciaux résistent encore et toujours.***

***Pour les usagers qui vivent dans les camps Réfurm, Référendum, Droidelum et Ponctionpublix, la vie quotidienne est loin d'être facile.***

***Mais qui sont ces irréductibles qui résistent à toute réforme ? Il y a :***

***Enseignix : petit gréviste malin, il a toujours une bonne idée pour échapper au travail et, à chaque fois, trouve un prétexte pour déclencher une grève.***

***Il y a aussi Fonctionpublix : bien sûr le meilleur ami de Enseignix, Fonctionpublix refuse d'admettre qu'il mange trop. Ce qui compte pour lui, c'est rigoler et créer des structures toujours plus lourdes afin de protéger ses petits copains.***

***Sans oublier Démagogix, promettant tout et n'importe quoi à ses militants et camarades. Il n'a qu'une seule crainte : que Fonctionpublix vienne à moins manger et comme vous pouvez le deviner son meilleur copain s'appelle Taxonlesprofix.***

***Pendant ce temps-là, il y en a un qui se marre, c'est Pompafrifix.... .***

***A bon entendeur !!!***

En clair : l'UDC ne pourra en aucun cas accepter un tel budget car continuer de vivre au dessus de ses moyens est une idée folle et irresponsable.